

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ANNUEL
2024



04	Le Mot du Président
06	L'oreille au contact des jeunes queers et de leurs parents : la ligne d'écoute, d'information et d'orientation du Refuge
10	80 nouvelles places d'hébergement en 2024
11	Montpellier
13	Rennes
14	Angers
16	Se reconstruire après l'abandon : le soutien psychologique au Refuge
18	Jeunes queers en quête d'emploi et entreprises engagées : le Programme d'Insertion Professionnelle au Refuge
20	Protéger les bénéficiaires à travers la prévention des LGBTIphobies : la sensibilisation au Refuge
24	Agir contre la précarité queer : plaidoyer, solidarité et coopération
25	L'Observatoire des vulnérabilités queers : alerter, analyser, agir
25	Queer Shelters Initiative : construire un réseau solidaire à l'échelle internationale
26	Le mécénat : un appui décisif du secteur privé
26	Legs et transmission : un héritage pour les générations futures
27	La générosité des donateur·ices : moteur de la solidarité
28	Compte rendu de gestion de la direction
30	Organigrammes

LE MOT DU PRÉSIDENT



Michel Suchod

Président de la Fondation Le Refuge

SATISFACTION

En 1965, les Rolling Stones chantaient :
« SATISFACTION ».

Bien sûr, c'est toujours un peu ridicule de se proclamer
« SATISFAIT » dans l'édito annuel d'une institution qu'on
préside.

Mais comment pourrais-je le dire autrement en pré-
sentant le rapport d'activité de la Fondation Le Refuge
pour l'année 2024 ?

Avoir aujourd'hui 250 jeunes hébergés, 400 accom-
pagnés au quotidien, c'est être complètement en me-
sure d'assumer notre mission sociale en faveur des
jeunes LGBT+. Et ce sur tout le territoire national, grâce
à nos 20 délégations territoriales.

Nous restons une entreprise originale. Car 450 bé-
névoles, sélectionnés et formés par nous-même tra-
vaillent à nos côtés pour la prise en compte de tous nos
jeunes, hébergés et accompagnés. Leur engagement
aux quatre coins du pays est remarquable et nous les
remercions pour leur contribution indispensable à la
réalisation de nos missions.

Nous avons poursuivi la professionnalisation, dotant
les délégations de travailleurs sociaux, formés et ex-
périmentés, et surtout, complètement dévoués à nos
jeunes. sans parler de notre équipe du siège, qui ac-
compli des prouesses de gestion.

J'ai par ailleurs vu un signe emblématique de notre re-
connaissance sociale par les pouvoirs publics, dans le
fait que le tribunal de Commerce, nous ait confié à part
de moitié avec le GROUPE SOS, la reprise et la gestion
de la revue têtû et du réseau têtû Connect.

Au total, 2024 fut une grande année pour la Fonda-
tion Le Refuge. Mais un long chemin reste à parcourir.
Tant que nous ne pourrons pas mettre à l'abri tous les
jeunes qui nous sollicitent, exclus par leur propre fa-
mille, nous continuerons sans relâche à nous battre
pour déployer de nouveaux moyens afin de pouvoir au
mieux réparer cette injustice.

Michel Suchod
Président de la Fondation Le Refuge.

**L'OREILLE
AU CONTACT
DES JEUNES QUEERS
ET DE LEURS
PARENTS : LA LIGNE
D'ÉCOUTE,
D'INFORMATION
ET D'ORIENTATION
DU REFUGE**

À 72 ans, Chantal Le Dilhuit sait combien une simple conversation peut apaiser une âme tourmentée. «J'ai entendu tellement de gens se confier quand j'étais coiffeuse. Parfois, il suffit d'un massage du cuir chevelu pour libérer la parole. Je me disais que le jour où je partirais à la retraite, je ferais de l'écoute dans une association». Elle est depuis deux ans l'une des bénévoles de la ligne d'écoute, d'information et d'orientation du Refuge.

Après une décennie de bénévolat dans l'apprentissage du français, puis une pause due à des difficultés familiales, elle a ressenti le besoin de retrouver un engagement porteur de sens. En prenant des créneaux sur la ligne d'écoute, elle souhaite offrir un espace où la parole peut se libérer en toute sécurité. «L'écoute est essentielle, c'est souvent la première étape vers un hébergement pour les jeunes en danger, mais aussi un soutien précieux pour eux ou leurs parents qui ne savent pas vers qui se tourner».

Les appels sont variés. Certain·es jeunes adultes découvrent leur sexualité et ressentent un profond malaise, parfois une honte qu'ils ne savent pas surmonter. «Il faut les aider à changer de regard sur eux-mêmes. C'est une partie de leur identité. Ce qu'ils ressentent aujourd'hui était en sommeil depuis longtemps, et il vaut mieux l'accepter plutôt que de lutter contre».

D'autres appels viennent de parents déboussolés. «Ce n'est pas fréquent, mais ça arrive. Heureusement, tous ne rejettent pas leur enfant. Certains cherchent juste des explications. Selon les situations, j'explique que c'est une sexualité comme une autre ou je les oriente vers des sites associatifs pour approfondir leur réflexion». Elle se souvient d'un appel marquant, en fin d'année dernière : «une mère m'a contactée, elle n'était pas opposée à la transition de son enfant, mais elle était perdue. Je l'ai guidée vers une association pour parents. C'est ça aussi, notre rôle : aider à comprendre, à accompagner».

Une formation et un encadrement essentiel des bénévoles

L'écoute peut avoir son revers. Il peut y avoir des moments de frustration. «Parfois, je raccroche et je me demande si la personne a trouvé une solution. C'est dur de ne pas pouvoir suivre leur parcours. Mais il faut savoir prendre du recul. Ce n'est pas facile d'écouter la souffrance des autres».

Pour devenir écoutante, Chantal a suivi une formation de deux jours. «Je me suis sentie à l'aise tout de suite. Il faut savoir reformuler, transmettre correctement les informations, comprendre la demande. On a fait des mises en situation qui m'ont beaucoup aidée». Depuis septembre 2023, la Ligne d'Écoute du Refuge est pilotée par un binôme de professionnel·les de l'action sociale, Maroua Mansour et Nicolas Casas. Iels coordonnent une vingtaine d'écoutant·es qui, chaque jour, prêtent une oreille attentive aux jeunes LGBTQIA+ en détresse ainsi qu'à leurs familles en quête de compréhension.

Chantal est également présente auprès des jeunes en délégation. Si les jeunes du Refuge viennent spontanément vers Chantal, ce n'est pas un hasard. «Iels me voient un peu comme une grand-mère. Certain·es me disent : "Tu pourrais être ma grand-mère !" Et c'est vrai que dans notre société, la figure de la grand-mère est précieuse.» Loin de considérer son âge comme un frein, Chantal veut au contraire inspirer d'autres seniors à s'engager. «À 40 ans, je n'avais pas la même vision des choses. Aujourd'hui, j'ai du temps, du recul et des capacités. Et non, on n'est pas trop vieux pour faire du bénévolat ! J'ai 72 ans et je le fais, alors pourquoi pas vous ?».

**« J'AI ENTENDU TELLEMENT DE
GENS SE CONFIER QUAND J'ÉTAIS
COIFFEUSE. PARFOIS, IL SUFFIT D'UN
MASSAGE DU CUIR CHEVELU POUR
LIBÉRER LA PAROLE. JE ME DISAIS
QUE LE JOUR OÙ JE PARTIRAIS À LA
RETRAITE, JE FERAIS DE L'ÉCOUTE
DANS UNE ASSOCIATION ».**

Chantal, bénévole

Cette mission est soutenue par la DILCRAH



LES CHIFFRES DE LA LIGNE D'ÉCOUTE EN 2024:

3 610

appels reçus en 2024

68 %

des demandes d'hébergement
(958 demandes) concernant des
personnes entre 18 et 25 ans.

1 413

demandes d'hébergement
formulées auprès de nos
services.

291

appels d'insultes,
de menaces ou de canulars reçu
sur la ligne d'écoute.

22 %

des demandes
proviennent des personnes transgenres,
le deuxième public faisant le plus appel
au Refuge

51%

des demandes
proviennent des hommes cisgenres

16 %

des demandes
sont celles des femmes cisgenres

80 NOUVELLES PLACES D'HÉBERGEMENT EN 2024

Face à une demande qui ne tarit pas, et un marché immobilier sous haute tension, Le Refuge parvient à étoffer son dispositif d'accueil et d'hébergement dans toute la France. Avec près de 80 logements et 250 places en 2024, le développement de la Fondation a été rendu possible grâce à des partenariats renforcés avec les bailleurs et les institutions, notamment la DILCRAH qui finance quarante nouvelles places en 2024. Un développement stratégique qui mise également sur une attention particulière au maillage territorial. Zoom sur les délégations de Montpellier, Angers et Rennes.

Cette mission est soutenue par la DILCRAH



Depuis sa création à Montpellier en 2003, Le Refuge s'impose comme un acteur clé de la prise en charge des jeunes LGBTI+ en détresse sur ce territoire. La délégation de Montpellier est aujourd'hui sollicitée par de nombreux partenaires locaux : structures du secteur des droits des étrangers, centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA), services de premier accueil (SPADA), missions locales, conseillers en insertion professionnelle, associations de santé et d'aide sociale. À ces relais institutionnels s'ajoutent les sollicitations directes des jeunes eux-mêmes, via la ligne d'écoute ou parfois en se présentant spontanément aux portes du Refuge. « Nous avons un flux constant de demandes, que ce soit par nos partenaires ou en direct. Certaines personnes viennent frapper à notre porte dans l'espoir d'un hébergement d'urgence », explique Yoan Cotta, cadre territorial de l'action sociale à Montpellier.

En 2024, Montpellier est la troisième délégation du Refuge la plus sollicitée pour l'accueil des jeunes LGBTI+ en détresse. La même année, face à des besoins criants, la capacité d'hébergement du Refuge à Montpellier est passée de sept à treize places. Cette augmentation des places a nécessité une réorganisation du travail avec les bénévoles, afin d'assurer un accompagnement global des bénéficiaires. « Chaque place supplémentaire signifie une charge de travail accrue : il faut non seulement accompagner les jeunes dans leur insertion, mais aussi chercher du partenariat dans le parc social, contacter tous les bailleurs sociaux et les rencontrer pour expliquer nos missions », précise Yoan.

De plus en plus de jeunes frappent à la porte du Refuge avec des parcours marqués par la violence familiale, la précarité économique et des troubles de santé mentale exacerbés par la rupture. Les profils évoluent : si autrefois la problématique principale était l'exclusion due à l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, les situations sont dorénavant multifactorielles. « Nous accueillons de plus en plus de jeunes qui ont connu la rue, des parcours médico-sociaux hachés et des fragilités psychologiques accrues », confie Yoan.

L'accueil des bénéficiaires suit un protocole précis. Après un premier contact via la ligne d'écoute, un entretien préliminaire est réalisé pour évaluer les besoins et déterminer la meilleure orientation possible. Si une place est disponible, le bénéficiaire est accompagné jusqu'au lieu d'hébergement, où il est accueilli par l'équipe avec un repas et un premier échange destiné à le rassurer. Un contrat de séjour de trois mois, renouvelable, est alors signé, annexé d'une charte des droits et libertés garantissant respect et intimité.

Le travail de coordination avec les partenaires et les structures locales est fondamental, non seulement pour fluidifier les parcours d'accompagnement mais aussi pour affirmer que Le Refuge s'inscrit pleinement dans le cadre de la loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale. « Il est essentiel que nos

partenaires comprennent que nous garantissons une qualité d'accompagnement nécessaire et reconnue, qui répond à des critères précis », souligne Yoan. Ce travail de sensibilisation et de structuration a porté ses fruits, permettant une meilleure reconnaissance du Refuge et de ses missions sur le territoire.

L'un des défis majeurs pour ces jeunes reste l'insertion professionnelle. À Montpellier, en partenariat avec France Travail et la mission locale, Le Refuge propose des ateliers CV, des simulations d'entretiens et un accompagnement vers l'emploi. La moitié des bénéficiaires sortent du dispositif avec un contrat de travail ou une formation en cours. Le Contrat d'engagement jeune (CEJ), qui prévoit une allocation de 500 euros pour faciliter la mobilité et l'achat de vêtements, représente une aide précieuse.

Côté logement, les parcours sont variés : sur vingt hébergés à Montpellier, onze ont quitté le dispositif en 2024, dont trois vers un logement autonome, trois vers un foyer de jeunes travailleurs ou une résidence sociale, et un en mobilité interne au sein du Refuge. Pour améliorer cette transition, la délégation travaille avec les bailleurs sociaux, multipliant les rencontres pour souligner la nécessité d'augmenter l'offre de logements accessibles aux jeunes LGBTI+.

Contrairement à d'autres structures, Le Refuge maintient un lien fort avec ses anciens bénéficiaires. Nombre d'entre eux continuent de fréquenter l'accueil de jour, participent aux repas ou apportent leur soutien aux nouveaux arrivants. Une trentaine de jeunes transitent chaque année par l'antenne montpelliéraine, créant une véritable dynamique d'entraide. « Aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin du soutien de tous : particuliers, pouvoirs publics et entreprises, insiste Yoan. Les jeunes que nous accueillons ont subi des violences, mais ils sont pleins de vie et de force. Il suffit de venir partager un café avec eux pour le comprendre ».

**« NOUS AVONS UN FLUX CONSTANT
DE DEMANDES, QUE CE SOIT PAR NOS
PARTENAIRES OU EN DIRECT. CERTAINES
PERSONNES VIENNENT FRAPPER À NOTRE
PORTE DANS L'ESPOIR D'UN
HÉBERGEMENT D'URGENCE »**

Yoan Cotta,
cadre territorial de l'action sociale à Montpellier



**« AUJOURD'HUI PLUS QUE JAMAIS,
NOUS AVONS BESOIN DU SOUTIEN DE TOUS :
PARTICULIERS, POUVOIRS PUBLICS ET
ENTREPRISES. LES JEUNES QUE NOUS
ACCUEILLONS ONT SUBI DES VIOLENCES,
MAIS ILS SONT PLEINS DE VIE ET DE FORCE.
IL SUFFIT DE VENIR PARTAGER UN CAFÉ
AVEC EUX POUR LE COMPRENDRE »**

Yoan Cotta,
cadre territorial de l'action sociale à Montpellier

Depuis 2017, Pauline Molnar, déléguée bénévole du Refuge en Bretagne, œuvre à structurer et à développer le dispositif d'hébergement du Refuge à Rennes. En mars 2024, trois places d'hébergement ont été créées. En décembre de la même année, trois autres. Aujourd'hui, le centre accueille onze jeunes en hébergement et quatre en accueil de jour. Ces créations de places n'auraient pu voir le jour sans la présence des dix bénévoles de la délégation, et sans l'arrivée de Marion Arnault, assistante sociale salariée depuis février 2024, d'abord à mi-temps, désormais à temps plein.

Pour accompagner cette croissance, Le Refuge de Rennes s'appuie sur un modèle économique mêlant financements publics et dons privés. Une aide annuelle de 1 300 euros est apportée par Rennes Métropole. La ville met à disposition un premier logement sous convention, à un tarif préférentiel. Un appel à projet de 10 000 euros accordé par le Fonds de dotation KERNALÉ a permis de financer le poste de la travailleuse sociale, condition essentielle pour pouvoir ouvrir davantage de places. Côté matériel, IKEA, via son programme de seconde main, a apporté son soutien à la délégation avec un don d'environ 8 000 euros de mobilier : canapés, fauteuils, étagères, tapis, bureaux et armoires, offrant ainsi aux jeunes un cadre de vie plus chaleureux et fonctionnel.

Au-delà d'un simple hébergement, un projet personnalisé est construit avec la travailleuse sociale, qui suit chaque bénéficiaire dans ses démarches administratives et d'insertion. L'objectif est de le rendre progressivement autonome, selon un principe simple : « faire avec, puis faire faire, puis laisser faire ». De l'ouverture des droits sociaux à l'inscription à la Sécurité sociale, chaque étape est pensée pour éviter toute infantilisation et encourager l'émergence de compétences.

Le Refuge se veut un espace d'accompagnement et de reconstruction. Un règlement intérieur strict garantit un cadre sécurisant : respect du matériel et des colocataires, pas de visites extérieures pour assurer la sécurité des lieux, participation aux tâches ménagères et aux ateliers organisés. « Nous avons mis en place un atelier logement toutes les trois semaines, où nous abordons différents sujets liés à la gestion d'un logement, mais aussi des aspects plus pratiques, comme la cuisine. Avec la banque alimentaire, nous devons consommer rapidement certains produits, donc nous réfléchissons ensemble aux repas à préparer », détaille Pauline.

Les jeunes sont encouragés à participer à des temps collectifs obligatoires, animés par les bénévoles, et à des entretiens individuels avec l'assistante sociale. Un partenariat avec l'association SOURCES permet un suivi psychologique via des thérapies brèves et des consultations individuelles, deux fois par semaine. Les bénévoles, eux, jouent un rôle essentiel en proposant des activités variées : ateliers loisirs, découvertes de la ville, mais aussi simulations d'entretiens d'embauche

pour préparer les jeunes à leur insertion professionnelle. Un document en ligne leur permet de s'inscrire aux activités en fonction de leurs disponibilités et envies.

Si Le Refuge permet à ces jeunes de souffler après des années de précarité, la sortie du dispositif reste semée d'embûches. L'accès au logement est un combat permanent : les places en structures d'hébergement d'urgence sont insuffisantes, et les dispositifs publics comme le 115 sont saturés. « Les délais d'attente sont longs, et il est difficile pour nos jeunes de trouver des solutions stables après leur passage chez nous », regrette Pauline. Les difficultés s'accumulent également sur le plan médico-social. La précarité des bénéficiaires du Refuge se double souvent d'une grande fragilité psychologique, nécessitant un suivi médical régulier. Mais les délais pour consulter un psychiatre sont interminables, et le parcours de soins, souvent disloqué, laisse trop de jeunes sur le carreau.

L'accès aux études et à l'autonomie financière est également difficile. Nombre de bénéficiaires sortent de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) et voient leur accompagnement s'arrêter brutalement à 21 ans. Sans ressources suffisantes, poursuivre des études devient un véritable parcours du combattant. « L'aide de l'ASE est insuffisante, et les jeunes en formation doivent souvent travailler à côté, ce qui complique encore plus leur stabilité », déplore Pauline.

Si Le Refuge poursuit son développement, la mission reste immense. Les besoins ne cessent d'augmenter, et les moyens alloués aux structures d'accueil et d'accompagnement restent largement en deçà des nécessités. « Nous avançons, mais le combat est loin d'être terminé, confie Pauline. Il faut plus de moyens, plus de places, et surtout une vraie prise en compte des réalités de ces jeunes par les politiques publiques. Trop d'entre eux sont encore laissés pour compte. »



« NOUS AVANÇONS, MAIS LE COMBAT EST LOIN D'ÊTRE TERMINÉ, IL FAUT PLUS DE MOYENS, PLUS DE PLACES, ET SURTOUT UNE VRAIE PRISE EN COMPTE DES RÉALITÉS DE CES JEUNES PAR LES POLITIQUES PUBLIQUES. TROP D'ENTRE EUX SONT ENCORE LAISSÉS POUR COMPTE. »

Pauline Molnar,
déléguée bénévole du Refuge de Rennes

Angers

Depuis huit ans, Alexandre Branchu consacre une partie de son temps libre à aider les jeunes en détresse. Délégué départemental et régional bénévole du Refuge pour les Pays de la Loire depuis trois ans, cet enseignant n' imagine plus quitter ses missions auprès des jeunes. « Je ne pourrais plus changer de rôle, confie-t-il. C'est un engagement qui prend du temps sur ma vie personnelle, mais je ne me vois pas faire autrement ». À raison d'une quinzaine d'heures par semaine, il veille au bon fonctionnement de la délégation d'Angers.

Chaque semaine, les mercredis et samedis, des activités sont organisées par les 26 bénévoles de la délégation pour ces jeunes en quête de repères. « Il est essentiel qu'ils ne restent pas isolés, qu'ils aient envie de ressortir, de reprendre goût à la vie sociale », souligne Alexandre. Jeux, sorties, séances de bowling, cours de théâtre... Les initiatives se veulent fédératrices et réconfortantes. Chaque repas thématique, inspiré de la région d'origine d'un nouvel arrivant, devient un moment de partage et d'échange.

Au-delà des actions d'accompagnement classiques, Le Refuge d'Angers mise aussi sur la culture comme levier de réinsertion sociale. Dans trois semaines, un projet de pièce de théâtre verra le jour, avec une représentation en première partie d'un spectacle dont les bénéfices seront reversés à l'association. « Peu importe s'ils emmènent le texte avec eux sur scène. L'essentiel, c'est qu'ils osent, qu'ils se rendent compte qu'ils peuvent le faire comme tout le monde », explique le délégué régional. Loin d'être anecdotique, cette initiative s'inscrit dans une démarche plus large de reconstruction de l'estime de soi, pierre angulaire du travail mené par Le Refuge.

Le Refuge entretient une relation étroite avec la Ville d'Angers, qui soutient l'association à hauteur de 8 500 euros par an pour financer les hébergements. Des réunions de partage de travail sont organisées régulièrement pour faire le point sur les besoins et les évolutions du dispositif. Grâce au soutien de la ville et de divers partenaires, l'antenne locale a récemment ouvert quatre nouvelles chambres, portant à dix le nombre de jeunes hébergés dans la délégation. Un progrès significatif dans une démarche qui ne se limite pas au logement, mais s'étend à un accompagnement global, mêlant insertion professionnelle, activités culturelles et soutien psychologique.

Un des axes prioritaires du développement immobilier du Refuge est l'individualisation des chambres. Si certaines antennes ont longtemps fonctionné avec des colocations où les chambres étaient partagées, l'association s'oriente progressivement vers des espaces privatifs, mieux adaptés aux besoins des bénéficiaires. L'impact de cette évolution est multiple : plus de sérénité pour les jeunes hébergés, une meilleure qualité de l'accompagnement social et une plus grande attractivité des logements pour les bailleurs, qui voient dans ces projets un gage de stabilité et de bonne ges-

tion. Jusqu'à récemment, les jeunes pris en charge à Angers partageaient leur chambre, une cohabitation parfois source de tensions. « C'est une véritable avancée. Avoir une chambre à soi permet de préserver son intimité, de vivre plus sereinement et de favoriser le respect mutuel dans les appartements », souligne Alexandre Branchu.

« On aimerait que, demain, notre délégation ne soit plus nécessaire, que ces jeunes puissent s'en sortir sans la délégation. Mais tant qu'ils auront besoin du Refuge, nous serons là », conclut Alexandre. Il salue le soutien de la Ville d'Angers et de son maire, une coopération essentielle pour maintenir et développer ces initiatives qui, jour après jour, reconstruisent des vies.



**« IL EST ESSENTIEL QU’ILS NE RESTENT PAS
ISOLÉS, QU’ILS AIENT ENVIE DE RESSORTIR,
DE REPRENDRE GOÛT À LA VIE SOCIALE »**

Alexandre Branchu,
Délégué départemental et régional bénévole
pour les Pays de la Loire

SE RECONSTRUIRE APRÈS L'ABANDON : LE SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE AU REFUGE

«Je suis perdu, j'ai envie de disparaître, je ne sais pas quoi faire, je ne sais pas qui je suis...» entend régulièrement Geneviève Adt. Elle est coach, thérapeute PNL et psychopraticienne au sein de la délégation francilienne du Refuge. En 2024, elle réalise 420 consultations auprès de 40 jeunes (30 hébergé·es et 10 en accueil de jour). Son travail consiste à reconstruire des identités ébranlées, restaurer l'estime de soi et permettre aux jeunes du Refuge de se projeter dans un avenir plus apaisé.

Lorsque les jeunes arrivent au Refuge, iels portent en eux des blessures profondes. La rupture familiale et l'exclusion sociale engendrent une souffrance psychologique aiguë, souvent accompagnée de troubles dépressifs réactionnels (non pathologique). Loin d'être un simple soutien ponctuel, l'accompagnement mis en place par Geneviève repose sur une approche globale et holistique. Elle accueille les jeunes de la structure deux à trois fois par semaine, pour des séances d'une heure hebdomadaire ou bihebdomadaire.

«Ce qui est fondamental, c'est d'apprendre à se fixer des objectifs», explique-t-elle. Pour cela, elle s'appuie sur des outils variés comme la Programmation Neuro-Linguistique (PNL), l'Analyse Transactionnelle (AT) et l'écoute active. L'enjeu est de permettre aux jeunes de mieux comprendre leur fonctionnement, de déconstruire les schémas négatifs et d'apprendre à se situer dans leur propre histoire.

L'une des grandes difficultés rencontrées par ces jeunes est la difficulté à se projeter. «L'avenir leur fait peur. Souvent, iels n'ont plus de repères», constate Geneviève. Le travail thérapeutique consiste alors à explorer différentes temporalités: où étaient-iels il y a trois ans? Où en sont-iels aujourd'hui? Où pourraient-iels être dans trois ans? Ces exercices permettent non seulement de mesurer les évolutions, mais aussi d'ouvrir des perspectives. «Nous travaillons sur leurs envies, leurs aspirations: dans quel domaine aimeraient-iels évoluer? Quelles sont leurs motivations?» explique Geneviève. Cette démarche vise à recréer un élan, à redonner le goût d'avancer. Parfois, il suffit d'identifier une source de plaisir – le soleil, une activité, un lieu – pour amorcer un processus de reconstruction.

Se sentir à sa place est un combat quotidien pour ces jeunes, rejeté·es par leurs familles et confronté·es à une société encore marquée par l'homophobie et la transphobie. «Normalement, on ne devrait pas avoir à se battre pour exister», souligne la psychologue. Or, beaucoup arrivent au Refuge dans un état de dissociation, persuadé·es de ne plus avoir de valeur ni de légitimité «certain·es jeunes arrivent avec l'idée de disparaître, mais peu à peu, nous travaillons sur le pourquoi de ce sentiment et sur les moyens de se réapproprier leur existence». Certain·es travaillent sur des problématiques spécifiques: addictions, transition médicale et sociale, acceptation de genre.

L'accompagnement psychologique ne se fait pas en vase clos. Une réunion est organisée trois jeudis par

mois entre la thérapeute et l'équipe sociale afin d'assurer une prise en charge concertée. Cet échange permet de mieux repérer les freins et les troubles psychologiques pouvant ralentir le parcours de la personne vers l'autonomie.

À l'issue de cette année d'accompagnement, les résultats de l'accompagnement de Geneviève sont significatifs. Parmi 30 jeunes hébergé·es, 21 ont retrouvé un désir d'action et une stabilité émotionnelle. 8 jeunes ont quitté l'hébergement avec une stabilité psychique suffisante pour envisager un logement autonome ou un retour en famille. Certains accompagnements ne portent pas leurs fruits: deux jeunes sont en blocage profond, fuyant les séances ou oscillant entre reconstruction et autodestruction; une jeune a quitté la structure sans avoir pu avancer. «Nous ne sommes pas là pour imposer un chemin, mais pour donner des clés de compréhension», conclut Geneviève, «et demain fait un peu moins peur».



«CERTAIN·ES JEUNES ARRIVENT AVEC L'IDÉE DE DISPARAÎTRE, MAIS PEU À PEU, NOUS TRAVAILLONS SUR LE POURQUOI DE CE SENTIMENT ET SUR LES MOYENS DE SE RÉAPPROPRIER LEUR EXISTENCE»

Geneviève Adt,
coach, thérapeute PNL et psychopraticienne
à la délégation francilienne du Refuge

JEUNES QUEERS EN QUÊTE D'EMPLOI ET ENTREPRISES ENGAGÉES : LE PROGRAMME D'INSERTION PROFESSIONNELLE AU REFUGE

Un programme élaboré en lien direct avec les profils des jeunes accueillis par Le Refuge, chargé d'une mission essentielle, celle d'offrir aux jeunes accompagnés une opportunité de construire leur avenir professionnel dans un cadre sécurisant et inclusif.

Le Programme d'Insertion Professionnelle du Refuge a pour mission de faciliter l'accès à l'emploi des jeunes accompagnés en établissant des passerelles avec des entreprises engagées en faveur d'un recrutement plus inclusif. Il vient en soutien de l'action des bénévoles en délégations, qui organisent des ateliers d'orientation, d'aide à la rédaction de CV et de préparation aux entretiens. Ce programme répond à un double enjeu : offrir aux jeunes un accompagnement vers un parcours professionnel stable et aider les employeur·euses à diversifier leurs recrutements en favorisant l'inclusion des personnes LGBTQIA+.

Entre septembre et décembre 2024, le programme a permis à plus de 20 jeunes hébergé.e.s par Le Refuge de bénéficier d'un suivi individualisé avec un conseiller en insertion professionnelle. Ces échanges ont permis d'identifier leurs aspirations, de définir leur projet professionnel et de cibler les entreprises les plus adaptées à leur profil et à leurs attentes. En parallèle, 40 autres bénéficiaires du programme ont pu participer à des activités favorisant leur insertion professionnelle. Parmi celles-ci, des visites immersives dans des boutiques Sephora et Nespresso de Bordeaux, Marseille et Paris, leur ont permis de découvrir des environnements professionnels inclusifs et d'échanger avec des collaborateur·ices LGBTQIA+ et allié.e.s. Une autre initiative marquante a été la présentation des formations proposées par l'École 42, ouvrant des perspectives dans le domaine du numérique.

L'importance du mentorat pour une orientation éclairée

Le Programme d'Insertion Professionnelle du Refuge mise également sur un système de mentorat. Dès les premiers mois d'expérimentation, cinq jeunes ont été mis en relation avec un·e professionnel·le exerçant dans leur domaine de prédilection. Ce dispositif leur permet d'explorer le quotidien d'un métier, d'en comprendre les exigences et d'anticiper les défis qu'ils auront à relever. Ces rencontres sont également l'occasion d'établir un plan d'action concret pour maximiser leurs chances d'accéder à une opportunité professionnelle.

À travers ces initiatives, Le Refuge continue de jouer un rôle clé dans l'accompagnement des jeunes LGBTQIA+ vers une autonomie professionnelle. En collaborant avec des entreprises engagées et en favorisant l'inclusion à tous les niveaux, le Programme d'Insertion Professionnelle ouvre de nouvelles perspectives à ces jeunes qui ont dû faire face à des discriminations et à des ruptures familiales. Au-delà de la question de l'accès à l'emploi, c'est bien la possibilité d'offrir aux jeunes qui en bénéficient une place dans la société qui est en jeu.

PROTÉGER LES BÉNÉFICIAIRES À TRAVERS LA PRÉVENTION DES LGBTIPHOBIES : LA SENSIBILISATION AU REFUGE



Bénédicte Goldschild,
coresponsable bénévole du pôle Sensibilisation d'Île-de-France

«Nos interventions sont là pour ouvrir le dialogue, semer des graines de compréhension sur ce que sont les normes et comment elles servent de marchepied aux discriminations», témoigne Bénédicte Goldschild, coresponsable bénévole du pôle Sensibilisation d'Île-de-France. L'année 2024 marque une intensification des actions de sensibilisation menées par Le Refuge. Face à une demande croissante, les interventions en milieu scolaire et professionnel se sont multipliées, témoignant d'un engagement renforcé de toutes les structures pour lutter contre les discriminations et promouvoir un environnement plus inclusif pour les personnes LGBTQIA+.

Bénédicte raconte les réactions qu'elle perçoit face à ses interventions dans les établissements scolaires: «dans les collèges, nous entendons souvent “moi, si j'étais homo, je choisirais d'arrêter et deviendrais hétérosexuel”. Nous sommes justement là pour déconstruire l'idée selon laquelle l'orientation sexuelle ou l'identité de genre seraient des choix. Il y a du travail, mais nous sommes là pour en discuter avec les élèves!».

Avec 353 interventions en milieu scolaire cette année, près de 9 800 élèves ont été sensibilisé·es aux discriminations LGBTphobes. Ces interventions de deux heures prennent la forme d'ateliers ludiques abordant les normes sociales, les questions liées au sexe biologique, aux orientations sexuelles, aux identités de genre et aux discriminations.

Certains établissements et élèves affichent un fort engagement contre les discriminations, célébrant des événements comme la Journée mondiale contre l'homophobie et la transphobie du 17 mai, tandis que dans d'autres, les élèves expriment une opposition plus marquée. «Dans certains collèges ou lycées, nous rencontrons une résistance parfois agressive de quelques élèves», constate Bénédicte Goldschild. Les intervenant·es bénévoles sont formé·es à ces situations et privilégient l'échange et la pédagogie pour faire évoluer les mentalités.

Un service dédié à la formation de tous·tes les bénévoles et à la sensibilisation en milieu professionnel

Les bénévoles du Refuge suivent une formation initiale organisée par le service Formation et Sensibilisation de la Fondation, leur permettant d'adopter une posture adaptée aux diverses situations qu'ils rencontrent avec les bénéficiaires. Les bénévoles qui le souhaitent peuvent suivre un parcours complémentaire pour devenir écoutant·es sur la ligne d'écoute du Refuge, ou devenir animateur·rices d'actions de sensibilisation en milieu scolaire.

Les actions menées par ce service visent à améliorer la qualité de vie des personnes queers en combattant l'ignorance et les préjugés qui les affectent. Elles permettent aussi de rendre accessibles à tous·tes des outils permettant de mieux se comprendre soi-même et de questionner les normes qui, souvent, nous enfer-

ment plus qu'elles ne nous guident. Comme l'explique Garance Capelier, responsable du Service Formation et Sensibilisation, «elles participent à faire de notre société un endroit où les structures comme la nôtre ne seraient plus une nécessité».

Le service Formation et Sensibilisation agit également dans la sensibilisation de publics externes, notamment des professionnel·les du secteur social et médical. Contrairement à l'image parfois véhiculée dans l'espace médiatique d'un essoufflement des actions de sensibilisation, Le Refuge reçoit de plus en plus de demandes de professionnel·les en recherche d'un accompagnement: «cet intérêt croissant traduit une véritable volonté de respecter l'identité des personnes et d'accéder à des informations justes et claires sur les thématiques LGBTQIA+, relève Garance. Nous constatons une bienveillance générale et des retours très positifs quant à l'impact de nos interventions».

Les témoignages des bénévoles traduisent un changement progressif des mentalités. Si des résistances persistent, les interventions permettent d'ouvrir le dialogue et de sensibiliser des publics variés. «À chaque intervention, il y a des petits progrès, des jeunes qui sont bien informé·es et militent auprès de leurs camarades. Il ne faut rien lâcher», conclut Bénédicte.

«DANS LES COLLÈGES, NOUS ENTENDONS SOUVENT “MOI, SI J'ÉTAIS HOMO, JE CHOISIRAI D'ARRÊTER ET DEVIENDRAIS HÉTÉROSEXUEL”. NOUS SOMMES JUSTEMENT LÀ POUR DÉCONSTRUIRE L'IDÉE SELON LAQUELLE L'ORIENTATION SEXUELLE OU L'IDENTITÉ DE GENRE SÉRAIENT DES CHOIX. IL Y A DU TRAVAIL, MAIS NOUS SOMMES LÀ POUR EN DISCUTER AVEC LES ÉLÈVES!»

Bénédicte Goldschild,
coresponsable bénévole du pôle Sensibilisation d'Île-de-France

Cette mission est soutenue par la DILCRAH



CHIFFRES DE LA SENSIBILISATION ET DE LA FORMATION EN 2024:

9 800

élèves sensibilisé·es aux discriminations
LGBTphobes

479

salarié·es d'entreprises partenaires
formés

353

interventions en milieu scolaire

69

nouveaux bénévoles formés aux
interventions en milieu scolaire

12

formateur·ices bénévoles

30

journées de formation
en présentiel

45

modules en visioconférence ont été
proposés aux bénévoles des différentes
délégations de la Fondation

AGIR CONTRE LA PRÉCARITÉ QUEER : PLAIDOYER, SOLIDARITÉ ET COOPÉRATION

L'Observatoire des vulnérabilités queers : alerter, analyser, agir

C'est dans les salons feutrés du Sénat, au 15 rue de Vaugirard, qu'un mardi soir de décembre 2024, les équipes du Refuge ont présenté les premiers résultats de l'Observatoire des vulnérabilités queers, créé quelques mois plus tôt. L'objectif de cette nouvelle instance : fournir une expertise rigoureuse sur les formes spécifiques de précarité que subissent les personnes LGBTQIA+, et surtout, interpellier les pouvoirs publics.

Les chiffres révélés sont alarmants : une personne LGBTQIA+ sur cinq en France a déjà été sans domicile, contre 4 % dans la population générale. Chez les personnes transgenres, ce taux grimpe à 30 %, et 27 % chez les personnes intersexes. Ces données mettent en lumière un phénomène encore trop peu considéré dans les politiques publiques : le sursans-abrisme queer. Inspiré du concept de sursuicidité observé chez les jeunes trans, il désigne une surreprésentation structurelle des personnes LGBTQIA+ parmi les sans-abri, causée par des formes spécifiques de marginalisation.

La première publication de l'Observatoire, le Panorama 2024, analyse cette dynamique. Elle souligne que la marginalisation commence souvent au sein même du cercle familial. Ainsi, 61 % des personnes trans, 50 % des femmes lesbiennes ou bisexuelles, 30 à 36 % des hommes gays ou bisexuels ont été victimes de violences intrafamiliales — contre seulement 14 à 19 % chez leurs homologues hétérosexuels. Les ruptures familiales sont une cause majeure du sans-abrisme chez les jeunes queers.

Mais cette précarité ne s'arrête pas à l'adolescence : elle se poursuit à l'école, dans l'accès à l'emploi, au logement, aux soins. Elle s'accompagne d'une dégradation de la santé mentale, alimentée par les discriminations systémiques, les violences et l'isolement. Ces réalités forment un cercle vicieux d'exclusion auquel peu de dispositifs publics répondent efficacement aujourd'hui.

Face à ce constat, l'Observatoire formule plusieurs recommandations fortes : renforcer les moyens de l'hébergement d'urgence, garantir une prise en charge spécifique des jeunes LGBTQIA+, lutter contre les projets de loi menaçant leurs droits (sur les bloqueurs de puberté, les thérapies de conversion, les mutilations intersexes), et simplifier le changement d'état civil. Il appelle également à un grand plan national de sensibilisation contre les discriminations LGBTIphobes.

En janvier 2025, cette démarche sera poursuivie à l'Assemblée nationale. Une cellule scientifique pluridisciplinaire est également en projet, afin d'associer chercheur·ses, travailleur·ses sociaux·les et praticien·nes du terrain à l'élaboration de politiques plus justes.

Queer Shelters Initiative : construire un réseau solidaire à l'échelle internationale

Le 27 juin 2024, Le Refuge a franchi une étape majeure dans son engagement international avec le lancement de la Queer Shelters Initiative, une première rencontre entre structures d'accueil LGBTQIA+ venues du monde entier. Parmi les participant·es : Le Refuge Bruxelles (Belgique), Casa1 (Brésil), la Fondation Keshav Suri (Inde) ou encore Ahora Donde (Espagne). Ensemble, ces acteurs ont dressé un constat partagé : malgré des contextes juridiques et culturels variés, les jeunes queers sont partout confronté·es à des formes de rejet et de violence.

Au cœur des échanges : les défis liés à l'hébergement d'urgence, à l'accompagnement psychologique, et à la prise en charge des victimes de violences LGBTIphobes. De nombreux jeunes soutenu·es par ces refuges ont subi des ruptures familiales et des agressions. Or, face à l'augmentation des besoins, les structures existantes peinent à suivre. Le manque de professionnels formé·es, de financements, de soutien institutionnel freine l'action des refuges.

La Queer Shelters Initiative vise à mutualiser les ressources, partager les bonnes pratiques et construire un réseau pérenne et solidaire.

Dans cette dynamique, un programme structurant a vu le jour : HOPE, cofinancé par l'Agence Française de Développement. Ce projet ambitieux agit dans plusieurs régions du monde — Afrique de l'Ouest, Afrique centrale, Caucase — pour l'aide à la structuration de refuges, renforcer les mécanismes de protection et défense des droits.

Une première mission en Afrique de l'Ouest, en décembre 2024, a permis d'identifier les acteurs locaux et de jeter les bases d'une action de long terme. HOPE s'inscrit dans une vision durable : celle d'un monde où chaque jeune queer, où qu'il soit, a le droit de vivre libre et en sécurité.



Le mécénat : un appui décisif du secteur privé

En 2024, les entreprises partenaires du Refuge ont joué un rôle central dans le développement des actions menées. Grâce au mécénat d'entreprise, 796 088 € ont été collectés.

Au-delà de l'aide financière, certaines entreprises mettent à disposition leurs compétences ou leurs ressources : missions de mécénat de compétences, dons de mobilier, fournitures de première nécessité. L'entreprise Smurfit Westrock a par exemple contribué à hauteur de 80 000 € pour équiper les nouveaux appartements captés à Marseille, doublant ainsi la capacité d'accueil de la délégation.

Aujourd'hui, 32 entreprises sont liées au Refuge par une convention de mécénat, et 209 autres ont effectué un don ponctuel. Pour elles, soutenir Le Refuge s'inscrit dans une démarche de responsabilité sociétale forte, porteuse de sens, qui permet également de bénéficier d'avantages fiscaux.

Mais les besoins restent immenses.

En 2025, Le Refuge souhaite augmenter ses capacités d'accueil dans plusieurs villes. Le développement du mécénat reste donc un levier essentiel pour faire face à l'ampleur croissante des demandes.

Legs et transmission : un héritage pour les générations futures

Souvent méconnus ou entourés de tabous, les legs, donations et assurances-vie sont pourtant essentiels pour la continuité des actions du Refuge. En 2024, ils ont permis de financer des initiatives majeures : hébergement d'urgence, accompagnement psychologique, dispositifs de réinsertion.

Les personnes qui font ce choix témoignent d'un engagement fort et durable. Certain·es ont vécu eux-mêmes le rejet, d'autres souhaitent simplement transmettre leurs valeurs d'inclusion et de solidarité.

Le Refuge propose un accompagnement personnalisé à chaque donateur·ice, en fonction de leur situation familiale et patrimoniale.

L'année a aussi été marquée par une forte sensibilisation : participation au Salon des Seniors de Marseille, présence dans le magazine Grands-Parents, campagnes d'information sur le site du Refuge.

Faire un legs à la Fondation, c'est inscrire son engagement dans le temps et contribuer à un avenir plus juste. C'est offrir à des jeunes en grande détresse une seconde chance.

ils nous ont fait confiance en 2024



2P2L - Accor - AFL Diversity - BVA - Epiroc - Kering - Kiehl's - Maison Francis Kurkdjian - Mastercard - Paris Appartements Services - Société Générale - Voxa



LES CHIFFRES DE LA COLLECTE EN 2024:

La générosité des donateur·ices : moteur de la solidarité

L'année 2024 a été marquée par une mobilisation exceptionnelle des particuliers, avec 3,3 millions d'euros de dons collectés. Cette somme représente 39 % des ressources de la Fondation, confirmant le rôle crucial des donateur·ices dans la pérennisation des actions.

Trois campagnes phares ont ponctué l'année : autour du 17 mai, lors des marches des fiertés, et durant la fin d'année. En novembre, une campagne percutante sur l'homophobie parentale a notamment été relayée dans le métro parisien, à la télévision et sur les réseaux sociaux, avec la voix de Claire Chazal. Résultat : +32 % de dons ponctuels et +29 % de nouveaux donateurs en novembre-décembre.

Pour faire face aux besoins, Le Refuge encourage le don régulier, plus prévisible et plus structurant. En complément, les collectes solidaires, les tombolas ou les campagnes sur les réseaux sociaux continueront à jouer un rôle-clé dans les années à venir.

6 920
donateurs ponctuels

10 187
donateurs réguliers

3 060
nouveaux donateurs



Le Refuge est labellisé «Don en Confiance».

COMPTE RENDU DE GESTION DE LA DIRECTION

L'année 2024 a vu les ressources de la Fondation nettement progresser (+19%). Le conventionnement de places d'hébergement d'urgence avec l'Etat à Marseille et Paris, et le soutien de la Dilcrah pour l'ouverture de 40 places supplémentaires ont eu comme résultat d'augmenter de près de 54% les financements publics, grâce aussi à une meilleure prise en charge du soutien psychologique par les Agences Régionales de Santé.

En parallèle, l'écho rencontré par nos campagnes de communication auprès du grand public a eu comme effet la progression de nos collectes de dons auprès des particuliers (+8%) et des entreprises (+24%), malgré un contexte économique plus difficile qu'en 2023.

Ces ressources supplémentaires ont contribué à augmenter nos places d'hébergement, de 170 à 250, mais aussi d'ouvrir de nouveaux postes de travailleurs sociaux, essentiels pour l'accueil, l'accompagnement et l'insertion des jeunes personnes LGBT+ que nous hébergeons. Dorénavant, chaque délégation dispose d'au moins un travailleur social salarié et dix places d'hébergements, comme par exemple à Avignon, Le Havre, Saint-Etienne et Rennes, qui reposaient uniquement sur l'investissement des bénévoles jusqu'en 2023, limitant le nombre de places à quatre.

C'est aussi grâce à une meilleure efficacité et à une baisse de nos coûts de structure proportionnellement au nombre de personnes hébergées que nous avons réussi à ouvrir 47% de places supplémentaires en 2024 pour une augmentation seulement de 14,6% des dépenses dans nos missions sociales.

Dans notre stratégie de professionnalisation et d'harmonisation des pratiques, un séminaire de l'action sociale a été organisé pour la première fois à Paris. Ce temps de travail a permis aux 35 professionnels de la Fondation d'approfondir les enjeux actuels de l'accompagnement social. Par exemple, face à une détresse psychologique de plus en plus marquée chez les personnes que nous hébergeons, ils sont maintenant tous formés au premiers secours en santé mentale. L'enca-

drement a aussi été renforcé par une nouvelle structuration de la direction de l'action sociale. Ainsi, les cadres de l'action sociale sont maintenant en charge de zone géographique cohérente, ce qui a amélioré la collaboration avec les délégués bénévoles.

Les frais de recherche de fonds ont considérablement augmenté du fait du début du remboursement des coûts considérables liés aux collectes de rue réalisées entre 2019 et 2022. Par contre, les efforts réalisés en 2023 sur la réduction des frais de fonctionnement permettent de continuer à les faire baisser proportionnellement, représentant 15,6% des dépenses contre 17,9% en 2023, et 24,7% en 2022.



De gauche à droite

Edouard Jouannault Taylor, directeur de la communication et du mécénat,

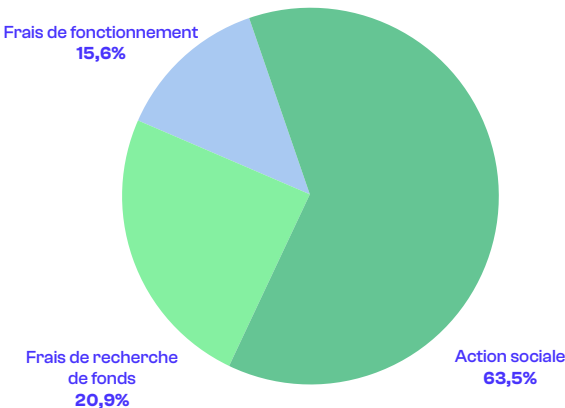
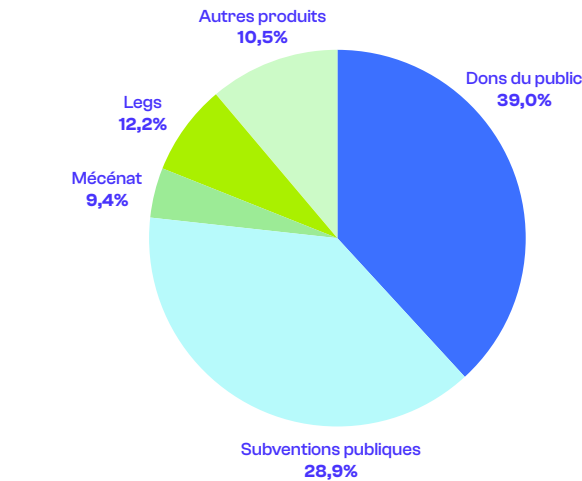
Pacôme Rupin, directeur général

Estelle Espanol, directrice de l'action sociale

Benoît Cascade, directeur des finances et du développement

COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE & DESTINATION

	2023	2024
PRODUIT PAR ORIGINE	7 128 946 €	8 482 851 €
Produits liés à la générosité du public	5 170 272 €	5 213 887 €
dont Dons manuels	3 070 384 €	3 313 160 €
dont Legs, donations et assurances-vie	1 491 837 €	1 037 052 €
dont Mécénat d'entreprises	605 451 €	796 088 €
dont Autres produits	2 600 €	0 €
Subventions et autres concours publics	1 592 638 €	2 448 668 €
Produits non-liés à la générosité du public	270 905 €	264 188 €
Reprises sur provisions et dépréciations	95 132 €	556 108 €
CHARGES PAR DESTINATION	7 025 543 €	8 410 747 €
Missions sociales	4 377 977 €	5 018 801 €
Frais de recherche de fonds	1 004 723 €	1 653 159 €
Frais de fonctionnement	1 164 235 €	1 230 285 €
Dotations aux provisions	391 898 €	353 122 €
Reports en fonds dédiés de l'exercice	86 710 €	155 380 €
RÉSULTAT NET	103 403 €	72 103 €
PRODUIT PAR ORIGINE	1 521 284 €	1 433 908 €
Bénévolat	1 047 299 €	1 271 778 €
Prestations en nature	471 485 €	162 130 €
Dons en nature	2 500 €	0 €
CHARGES PAR DESTINATION	1 521 284 €	1 433 908 €
Contributions volontaires aux missions sociales	1 047 299 €	1 271 778 €
Contributions volontaires à la recherche de fonds	471 485 €	162 130 €
Contributions volontaires au fonctionnement	2 500 €	0 €
BILAN ACTIF	8 553 935 €	8 546 963 €
Immobilisation nette	2 341 032 €	3 303 633 €
Autres créances	6 212 904 €	5 243 330 €
BILAN PASSIF	8 553 935 €	8 546 963 €
Fonds propres	4 139 098 €	4 165 020 €
dont Résultat de l'exercice	103 403 €	72 105 €
Fonds dédiés	1 291 116 €	2 096 400 €
Provisions pour risques	633 834 €	204 609 €
Dettes	2 489 887 €	2 080 934 €



ORGANIGRAMMES

GOUVERNANCE DE LA FONDATION LE REFUGE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Michel Suchod
Président

BUREAU

Gaëlle Tellier
Vice-présidente

Sébastien Crozier
Vice-président

Paul-Henri Ravier
Trésorier

Sofiane Kherarfa
Secrétaire général

MEMBRES

Caroline Lang

Xavier Vey

Jean-Marc Borello

Dr Guy Sebbah

Clément Lacoïn

COMITÉ D'ÉTHIQUE

Olivia Chaumont
Présidente

CONSEIL DES ENTREPRISES MÉCÈNES

Vincent Deshayes
Président

DIRECTION GÉNÉRALE

Pacôme Rupin
Directeur général

SERVICE RESSOURCES HUMAINES

Thibault Grangier
Responsable Ressources Humaines

DIRECTION DE L'ACTION SOCIALE

Estelle Espanol

DIRECTION DES FINANCES ET DU DÉVELOPPEMENT

Benoît Cascade

DIRECTION DE LA COMMUNICATION ET DU MÉCÉNAT

Édouard Jouannault Taylor

RELATIONS INSTITUTIONNELLES

Guillain Gilliot
Chargé des partenariats publics

RECHERCHE ET CONSEIL

Junel Guillaume-Kreel
Chargé de recherche et responsable Grand Est

STRATÉGIE DIGITALE

David Choël

CADRES DE L'ACTION SOCIALE

Rémy Menanteau
Chef de service DENH / Ouest

Corinne Carbini
Cheffe de service
Grand Paris / Nord

Grégory Bernard
Chef de service
Marseille / Région Sud

Yoan Cotta
Coordinateur Occitanie / AURA

Samy Lfiti
Coordinateur Territorial Guyane

LIGNE D'ÉCOUTE

Maroua Mansour
Responsable de la Ligne

Nicolas Casas
Chargé de l'accompagnement des écoutant·es

FINANCES

Carine Chancieux
Responsable comptable

Camille Demoncey
Chargée administrative des délégations

Christophe Guerniou
Responsable de l'immobilier et de l'accès au logement

PRÉVENTION ET SENSIBILISATION

Garance Capelier
Responsable du service

Loïc Chave
Responsable de l'Observatoire

Rachel Chea
Assistent·e Formation et Sensibilisation

INSERTION PROFESSIONNELLE

Diane Decante
Responsable du programme d'insertion professionnelle

Florent Jullien
Chargé d'insertion professionnelle - régions Occitanie / AURA / Sud

INTERNATIONAL

Armance Ollivier Gouagna
Cheffe de projet
« Protection des minorités sexuelles et de genre »

COMMUNICATION ET COLLECTE

Masha Nekrasova
Responsable communication et collecte

Miguel Alves
Graphiste

MÉCÉNAT

Nassim Ghalmi
Chargé de mécénat

LEGS & DONATIONS

Mathilde Nasri Courchinoux
Chargée des legs et donations

DISPOSITIFS D'ACCUEIL DE LA FONDATION LE REFUGE

DÉLÉGATIONS RÉGIONALES ET DÉPARTEMENTALES

 Délégations régionales

 Délégations avec hébergement et accompagnement social

 Délégations de prévention et de sensibilisation

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Norah Memran
Délégue régionale

Coordinateur territorial
de l'action sociale : **Yvan Cotta**

ISÈRE

Guillaume Lecossois
Délégue départemental

Adjoint : **Sylvain Fourmont**
Action sociale : **Rémy Munier**

LOIRE

Solène Rouchet
Délégue départementale

Adjointe : **Cécile Evrard**
Action sociale :
Déborah Durand

RHÔNE

Laetitia Gobillot
Délégue départementale

Adjoint : **Simon Carolan**
Action sociale : **Laurine Fargeat**
Ellea Tixier

HAUTE-SAVOIE

Charlotte Bertholon
Délégue départementale

BRETAGNE

ILLE-ET-VILAINE

Pauline Molnar
Délégue régionale et
départementale

Adjoint : **Pierrick Fouques**
Action sociale : **Marion Arnault**

GRAND-EST

ALSACE

Junel Guillaume-Kreel
Responsable territorial
Alsace-Grand-Est

Action sociale :
David Veinstein
Mélanie Becker

HAUTS-DE-FRANCE

NORD

Coordination & action sociale :
Harmony Wine

ÎLE-DE-FRANCE

Killian Montesquieu
Délégue régional

Adjoint : **Laurent Brillant**

Corinne Carbini
Cheffe de service Grand-Paris
Action sociale : **Solène Arrata**,
Clarisse Lonn, **Paul Vizi**

PARIS

Olivier Rouchon
Délégue départemental

Adjointes :
Manon Painaud-Gérard
&
Valentin Barthélémy

VAL-DE-MARNE

Santiago Arrias
Délégue départemental

Adjoint : **Sébastien Truchetet**

HAUTS-DE-SEINE

Maxime Gallo
Délégue départemental

SEINE-SAINT-DEINS

Killian Montesquieu
Délégue départemental

NORMANDIE

Wilfrid Galais
Délégue régional

SEINE-MARITIME

Le Havre
Wilfrid Galais
Délégue départemental

Adjoint : **Gilles de Saint-Denis**

Grand-Rouen

Mickaël Marle
Délégue territorial

Adjoint : **Adrick Mamodaly**

EURE

Évreux
Réginald Lemel
Délégue territorial

Adjointe : **Audrey Arpal**

MANCHE

Nord-Cotentin
Walli Médard
Délégue territoriale

NOUVELLE-AQUITAINE

Pierre Fougereau
Délégue régional

GIRONDE

Adrien Aupetit
Délégue départemental
Action sociale : **Ezilda Debocq**

CHARENTE-MARITIME

Erwan Costiou
Délégue départemental

DEUX-SÈVRES

Pierre Fougereau
Délégue départemental

Adjoint : **Julien Guedon**

DORDOGNE

Romain Vernaujou
Délégue départemental

Adjointe : **Marine Breuil**

HAUTE-VIENNE

Stéphane Gayout
Délégue départemental

LOT-ET-GARONNE

Béatrice Voisin-Faugère
Délégue départementale

VIENNE

Oscar Bretonneau
Délégue départemental

OCCITANIE

Serge Perrody
Délégue régional

Adjoint : **Philippe Lagarrigue**
Coordinateur territorial
de l'action sociale : **Yvan Cotta**

HAUTE-GARONNE

Catherine Prieto
Délégue départementale

Adjointe : **Séverine Soubrat**
Action sociale :
Perrine Duverger

HÉRAULT

Yvan Cotta
Cadre territorial de l'action sociale

Valentin Rochas
délégue territorial

Action sociale & coordination :
Anne-Sophie Diblar
Pauline Perrotte

PYRÉNÉES-ORIENTALES

Juliette Lauduique
Délégue départementale

Action sociale :
Natacha Torrent

AUDE

Jérôme Legrain
Délégue départemental

Adjoint : **Ludovic Dumont**

AVEYRON

Philippe Lagarrigue
Délégue départemental

GER

Philippe Laborde
Délégue départemental

PAYS-DE-LA-LOIRE

Alexandre Branchu
Délégue régional

Adjoint : **Jérémy Duchêne**

MAINE-ET-LOIRE

Alexandre Branchu
Délégue départemental

Adjointe : **Marie-Christine**
Goulard
Action sociale : **Élise Gérigné**

LOIRE-ATLANTIQUE

Charly Marchand
Délégue départemental

Adjoint : **Alain Souffron**

SARTHE

Laurent Labiche
Délégue départemental

VENDÉE

DISPOSITIF SPÉCIFIQUE

DISPOSITIF POUR JEUNES RÉFUGIÉS (DENH ANGERS)

Remy Menanteau
Chef de service

Action sociale : **Héloïse Mimant**,
Emmanuel Smail
Assistant administratif polyvalent :
Stéphane Bremaud

RÉGION SUD

Grégory Bernard
Chef de service Marseille
et Région Sud

BOUCHES-DU-RHÔNE

Marseille
Frédérique Mauvy
Délégue territoriale

Adjointes : **Sandrine Auge**
& **Maxence Tran**

Action sociale :

Marina Dupouey,
Laura Vanhaecke &
Ann'Cécile Delannoy

VAUCLUSE

Jean-Marie Torrent
Délégue départemental

Adjointes :

Christophe Monseaux &
Alexis Esquembre
Action sociale : **Vincent Lohez**



RAPPORT D'ACTIVITÉ ANNUEL 2024 **FONDATION LE REFUGE**

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION: PACÔME RUPIN

DIRECTION: ÉDOUARD JOUANNAULT TAYLOR

RÉDACTION: LOÏC CHAVE

CONCEPTION GRAPHIQUE: MIGUEL ALVES